



PRÉFET DE L'ISÈRE

**Éléments de cadrage de la demande  
d'autorisation unique pluriannuelle  
de l'organisme unique de gestion  
collective**

—  
**département de l'Isère**

—  
**septembre 2014**

Ce document constitue une note support pour faciliter le montage du dossier d'autorisation unique pluriannuelle par l'organisme unique de gestion collective.

Elle ne constitue pas le dossier en tant que tel et ne saurait se prévaloir de prémunir tout risque de contentieux.

Il est conseillé au maître d'ouvrage de prévoir que la prestation du bureau d'études qui réalisera le montage du dossier d'autorisation, soit prolongée au-delà du dépôt du dossier pour un accompagnement lors de l'instruction, dans le cas où des demandes de compléments soient faites par le service instructeur ainsi que pour répondre aux questions posées dans le cadre de l'enquête publique.

Il conviendra également de préciser dans le cahier des charges la spécificité des prélèvements en Drôme sur Bièvre Liers Valloire (données irrigation) et celles de la Galaure qui devraient être traités par l'OUGC26 (tranche conditionnelle dans le marché).

# Table des matières

<b>1. Cadre réglementaire et contenu du dossier de demande d'autorisation unique pluriannuelle...</b>	<b>3</b>
<b>2. Contenu de l'étude d'impact de la demande d'autorisation unique pluriannuelle.....</b>	<b>4</b>
<b>2.1. POINT 1 : DESCRIPTION DU PROJET.....</b>	<b>4</b>
2.1.1- Contexte.....	4
2.1.2- Rubriques concernées dans la nomenclature.....	5
2.1.3- Description par bassins versants.....	5
2.1.4- Présentation de l'Organisme Unique.....	6
<b>2.2. POINT 2 : ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DANS LES DIFFERENTS COMPARTIMENTS DONT L'EAU pour chaque bassin versant.....</b>	<b>6</b>
2.2.1- Caractérisation du fonctionnement des hydrosystèmes de la zone d'étude.....	7
2.2.2- Description de la ressource en eau souterraine.....	7
2.2.3- Description de la ressource en eau superficielle.....	8
2.2.4- Description des milieux inféodés à l'eau.....	9
2.2.5- Description du fonctionnement du système.....	9
2.2.6- Description des aspects socio-économiques.....	9
2.2.7- Description des aspects paysages et patrimoine.....	10
2.2.8- Synthèse globale.....	10
<b>2.3. POINT 3 : ANALYSE DES INCIDENCES.....</b>	<b>10</b>
2.3.1- Incidences sur l'eau.....	10
2.3.2- Incidences sur les espaces agricoles.....	12
2.3.3- Incidences sur la faune et la flore, les habitats naturels, les espaces naturels.....	12
2.3.4- Incidences sur la population, les sites et paysages, les biens matériels, les continuités écologiques telles que définies par l'article L. 371-1, les équilibres biologiques, les facteurs climatiques, le patrimoine culturel et archéologique, le sol, l'air, le bruit, ainsi que les interrelations entre ces éléments.....	13
2.3.5- Incidences sur la consommation énergétique, la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses), l'hygiène, la santé, la sécurité, la salubrité publique, ainsi que l'addition et l'interaction de ces effets entre eux.....	13
2.3.6- Synthèse.....	13
2.3.7- Évaluation des incidences au titre de Natura 2000.....	13
<b>2.4. POINT 4 : ANALYSE DES EFFETS CUMULES.....</b>	<b>13</b>
<b>2.5. POINT 5 : CHOIX DU SCENARIO FINAL.....</b>	<b>14</b>
<b>2.6. POINT 6 : COMPATIBILITE AVEC LES SCHEMAS.....</b>	<b>14</b>
<b>2.7. POINT 7 : EVITER REDUIRE COMPENSER.....</b>	<b>15</b>
<b>2.8. POINT 8 : PRESENTATION DES METHODES.....</b>	<b>15</b>
<b>2.9. POINT 9 : DIFFICULTES, NOM ET QUALITE DES AUTEURS, RESUME, ELEMENTS AUTRES.....</b>	<b>16</b>
<b>3. Premier plan de répartition.....</b>	<b>16</b>
<b>4. Avis de l'autorité environnementale.....</b>	<b>17</b>
<b>5. Procédure Unique.....</b>	<b>17</b>

## **1. Cadre réglementaire et contenu du dossier de demande d'autorisation unique pluriannuelle**

Le dossier de demande d'autorisation unique pluriannuelle doit être déposé selon les modalités prévues à l'article R. 214-6 qui prévoit notamment un document d'incidences. Le contenu de ce dossier d'autorisation est décrit dans la circulaire du 30 juin 2008 relative à la résorption des déficits quantitatifs en matière de prélèvement d'eau et de gestion collective des prélèvements d'irrigation.

Par ailleurs, le décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 a modifié les conditions de mise en œuvre des études d'impact. La demande d'autorisation des organismes uniques dès lors elle vise des prélèvements en eaux souterraines est désormais soumise à **étude d'impact dont le contenu est précisé à l'article R. 122-5.**

Le dossier de demande d'autorisation unique pluriannuelle devra en outre contenir **le premier plan de répartition des volumes entre irrigants** qui s'appuiera sur le recueil des besoins effectué conformément au R. 214-31-1.

Le dossier soumis à l'enquête publique sera assorti de **l'avis de l'autorité compétente en matière d'environnement**, le préfet de région (R. 122-6).

Il sera déposé en **sept exemplaires** papier auprès du préfet de département. Une version dématérialisée (clé USB ou CD-Rom) pourra être demandée pour faciliter la diffusion.

Le présent document présentera les deux parties que la demande d'autorisation unique pluriannuelle (AUP) doit contenir :

- 1- les exigences liées à l'étude d'impact et au document d'incidences<sup>1</sup> ;
- 2- premier plan de répartition.

Il fait également un point sur l'avis de l'autorité environnementale et la procédure unique pour les projets soumis à la loi sur l'eau, expérimentée pendant trois ans (2014-2016) en régions Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon (décret n°2014-751 du 1<sup>er</sup> juillet 2014).

**Un périmètre – un organisme unique – un dossier de demande d'autorisation unique pluriannuelle.**,  
Le dossier permettra néanmoins de présenter une analyse précise des incidences par bassins versants (voire par sous-bassins versants). Ainsi pour l'Isère, l'OUGC déposera un dossier pour l'ensemble du territoire concerné.

La demande d'autorisation concerne tous les volumes prélevés à des fins d'irrigation, qu'ils soient réalisés en été ou en hiver, depuis un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement, un plan d'eau, ou un canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe ou dans les eaux souterraines. L'ouvrage (dispositif de pompage, seuil de dérivation, stockage, ...) est régi séparément par un acte administratif accordé au gestionnaire de l'ouvrage de prélèvement.

---

<sup>1</sup> R 214-6 : « *Lorsqu'une étude d'impact est exigée en application des articles [R. 122-2](#) et [R. 122-3](#), elle est jointe à ce document, qu'elle remplace si elle contient les informations demandées, et est accompagnée de l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement;* »

R. 122-5 : « *V.- Pour les travaux, ouvrages ou aménagements soumis à autorisation en application du titre Ier du livre II, l'étude d'impact vaut document d'incidences si elle contient les éléments exigés pour ce document par l'article R. 214-6.* »

## **2. Contenu de l'étude d'impact de la demande d'autorisation unique pluriannuelle**

L'article R. 122- 5 précise que « *Le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, ouvrages et aménagements projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.* »

Le présent document vise à proposer un cadrage proportionné aux enjeux. Il s'agit notamment d'avoir une vigilance particulière sur les aspects liés à la ressource en eau.

D'un point de vue formalisme et dans l'objectif de sécuriser juridiquement le dossier de demande, l'ensemble des points réglementaires sont listés dans la présente note, certains d'entre eux pouvant être rapidement traités.

Le volume prélevable pour l'agriculture sera défini pour chaque bassin-versant et fourni au bureau d'études par la Chambre d'agriculture au plus tard fin juin 2015. Le bureau d'études fera une analyse critique de la méthode de détermination de ces volumes.

L'analyse des incidences s'appuiera prioritairement sur les études existantes et les données disponibles. Elle évaluera l'incidence de la répartition du volume prélevable « notifié », par type de ressources, dans le temps et l'espace. Elle n'a pas vocation à refaire ou à valider les études volumes prélevables.

Des adaptations au cahier des charges pourront être réalisées pour répondre aux enjeux des masses d'eau en intégrant un principe de proportionnalité. Un focus particulier sera fait dans l'analyse des incidences pour les bassins versants de la Bourbre et de l'Isle Crémieu compte-tenu des spécificités locales.

La DDT mettra à disposition de l'organisme unique les études dont elle a connaissance sur le périmètre.

### **2.1. POINT 1 : DESCRIPTION DU PROJET**

---

#### **R. 122-5**

*1° Une **description du projet** comportant des informations relatives à sa conception et à ses dimensions, y compris, en particulier, une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet et des exigences techniques en matière d'utilisation du sol lors des phases de construction et de fonctionnement et, le cas échéant, une description des principales caractéristiques des procédés de stockage, de production et de fabrication, notamment mis en œuvre pendant l'exploitation, telles que la nature et la quantité des matériaux utilisés, ainsi qu'une estimation des types et des quantités des résidus et des émissions attendus résultant du fonctionnement du projet proposé.*

#### **R 214-6**

*II.- Cette demande, remise en sept exemplaires, comprend :*

*1° Le nom et l'adresse du demandeur ;*

*2° L'emplacement sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés ;*

*3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés.*

---

#### **2.1.1- Contexte**

Un chapitre sur le contexte réglementaire : DCE, SDAGE, SAGE, études volumes prélevables, procédure mandataire, ainsi qu'un volet sur les missions des organismes uniques fera office d'introduction du dossier. La spécificité de l'autorisation de demande unique pluriannuelle qui porte sur la totalité des prélèvements agricoles du département, en eaux souterraines et en eaux superficielles (lister les rubriques 1120 1210) sera rappelée.

La durée de l'autorisation sera de 10 ans.

### **2.1.2- Rubriques concernées dans la nomenclature**

Le dossier doit mentionner les rubriques de la nomenclature qui s'appliquent à la demande d'autorisation globale de prélèvement.

Pour les usages non domestiques ou assimilés, l'installation ou l'ouvrage peut être soumis à déclaration ou à autorisation en vertu de l'article [R.214-1](#) du code de l'environnement relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux ou activités soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article L.214 alinéa 1 à 11.

Les rubriques de la nomenclature qui s'appliquent à la demande d'autorisation globale de prélèvement sont :

#### **Nappe d'eaux souterraines**

**1.1.2.0** - Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé ; le volume total prélevé étant :

1° Supérieur ou égal à 200 000 m<sup>3</sup>/an : .....A

2° Supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an mais inférieur à 200 000 m<sup>3</sup>/an : .....D

#### **Eaux superficielles**

**1.1.2.0** - A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article [L. 214-9](#) du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :

1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m<sup>3</sup>/h ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau : .....A

2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m<sup>3</sup>/h ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.....D

Le débit de référence du cours d'eau s'entend comme le débit moyen mensuel sec de récurrence cinq ans.

#### **En Zone de Répartition des Eaux**

ZRE, (décret n° 2003-868 du 11 septembre 2003 portant extension des Zones de Répartition des Eaux) les seuils d'autorisation et de déclaration pour les prélèvements, fixés notamment par la rubrique 1.1.2.0 et 1.2.1.0 de la nomenclature, sont abaissés par l'intermédiaire de la rubrique 1.3.1.0. :

**1.3.1.0** - A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article [L. 214-9](#), ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article [L. 211-2](#), ont prévu l'abaissement des seuils :

1° Capacité supérieure ou égale à 8 m<sup>3</sup> / h .....A

2° Dans les autres cas .....D

### **2.1.3- Description par bassins versants**

Les bassins versants de l'étude seront précisés dans le cahier des charges. Pour rappel ceux de la procédure mandataire sont :

- Ht Rhône ,
- 4 Vallées,
- Bas Rhône ,
- Bièvre Liers Valloire
- Chambaran
- Voironnais,
- Haut Grésivaudan,
- Sud Grésivaudan,
- Montagne

Le dossier devra comporter une analyse par bassin versants voire par sous-bassins versants lorsque cela s'avérera plus judicieux.

#### **2.1.4- Présentation de l'Organisme Unique**

Le document doit comporter un descriptif de l'organisation mise en place par l'Organisme Unique pour définir et mettre en œuvre des mesures de gestion pour préparer la campagne d'irrigation, anticiper les crises, appliquer les protocoles de gestion et participer à la gestion de la crise.

- **Préparation de la campagne** : L'organisme unique doit indiquer son organisation, les moyens dont il dispose, sa façon de communiquer avec les irrigants pour les inciter si nécessaire à adapter leurs assolements en fonctions de la ressource disponible (état des nappes – taux de remplissage des réserves - ...).
- **Gestion de la campagne** : L'organisme unique doit décrire les dispositions qu'il compte prendre pour suivre en temps réel l'état des ressources disponibles, les besoins estimés en fonction de la conjoncture météorologique et de l'état des cultures, préparer les éventuelles mesures de limitation destinées à éviter la crise. Il précisera également les dispositions qu'il compte mettre en œuvre pour appliquer les protocoles de gestion, lorsqu'ils sont requis.
- **Participation à la gestion de crise** : En présence d'événements exceptionnels, l'organisme unique doit préciser l'adaptation de la répartition des volumes qu'il compte mettre en place, pour respecter les décisions préfectorales et les règles de répercussion sur chaque irrigant.
- **Modalités de gestion volumétrique** : les modalités de gestion volumétrique des prélèvements. Celles-ci seront décrites dans le dossier pour chaque bassin versant. Chaque « plan de répartition des volumes » précisera par ouvrage de prélèvement les volumes et les débits associés.

**Sources** : bases de données DDT, informations Agences de l'eau, appel à besoins que l'OU<sup>2</sup> doit faire conformément au R. 214-31-1.

#### **2.2. POINT 2 : ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DANS LES DIFFERENTS COMPARTIMENTS DONT L'EAU POUR CHAQUE BASSIN VERSANT**

##### **R. 122-5**

2° Une **analyse de l'état initial** de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet, portant notamment sur la population, la faune et la flore, les habitats naturels, les sites et paysages, les biens matériels, les continuités écologiques telles que définies par l'article L. 371-1, les équilibres biologiques, les

---

<sup>2</sup> OU=organisme unique

*facteurs climatiques, le patrimoine culturel et archéologique, le sol, l'eau, l'air, le bruit, les espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs, ainsi que les interrelations entre ces éléments ;*

---

L'état initial décrit par bassin versant doit correspondre à l'état « avant-projet », c'est-à-dire avant la mise en place de l'OUGC, donc l'état actuel.

Cette partie reprendra, d'une part, **l'ensemble des items** d'une étude d'impact, que ceux-ci soient impactés ou pas par le présent projet, et d'autre part, sera alimentée le plus possible des éléments des études volumes prélevables existantes ou des documents d'incidences réalisées dans le cadre de la procédure mandataire sur les territoires qui n'ont pas été concernés par les EVP. Il est rappelé que pour certains de ces items, les éléments descriptifs pourront être succincts et proportionnés aux enjeux.

Le volet eau sera particulièrement développé avec les éléments ci-dessous qui seront repris, lorsqu'ils existent, dans les études existantes (études volumes prélevables, documents d'incidences de la procédure mandataire, études des SAGE ou contrats de rivières, ...)

### **2.2.1- Caractérisation du fonctionnement des hydrosystèmes de la zone d'étude**

#### **Collecte des données et des informations disponibles**

Il s'agira, au travers des études conduites sur chaque bassin versant, de collecter mettre en forme et valoriser les données nécessaires à la caractérisation des masses d'eau (superficielles et souterraines) de la zone d'étude, de leur dynamique et de leurs interrelations, notamment en décrivant les items suivants :

- climatologie : précipitations et ETP sur les postes Météo France de la zone d'étude, pluies efficaces et infiltration ;
- géologie : coupes, cartes ;
- hydrologie : chroniques de débits aux stations hydrométriques et statistiques associées : QMNA, VCN10 à différentes fréquences de retour, débit d'objectif d'étiage et débit crise renforcée (DOE, DCR) ;
- qualité des eaux et l'hydrobiologie ;
- hydrogéologie (description du complexe aquifère,
- piézométrie, sources, paramètres hydrodynamiques, ...)
- agronomie : types de sols et réserve utile,
- prélèvements : la base de données existante Iser'eau recense l'ensemble des prélèvements agricoles du département de l'Isère.

Sources : Météo France, État des lieux SDAGE Rhône Méditerranée, SAGE, contrats de rivière, données des réseaux de suivis piézométriques et hydrologiques (BRGM, DREAL), Iser'eau.

### **2.2.2- Description de la ressource en eau souterraine**

Description des aquifères présents sur chaque bassin :

- nature géologique et hydrogéologique (dont caractéristiques hydrodynamiques) ; cartographie ;
- principales zones d'émergence (sources, marais) ;
- puissance, potentialité ;
- dynamique des nappes à l'aide des chroniques piézométriques disponibles : cyclicité, inertie, régime de tarissement, tendances ;
- qualité : état qualitatif des masses d'eau souterraines et systèmes aquifères associés.

Des coupes géologiques et hydrogéologiques seront présentées.

Sources : BRGM, BSS, AERM, études volumes prélevables, SAGE, SDAGE, ...

### **Description des usages**

Inventaire, historique des consommations (cumulées) et carte de synthèse des points de prélèvement d'eau à usage domestique, industriel et agricole y compris puits privés s'ils sont référencés. Pour les captages d'eau potable, reporter sur une cartographie les périmètres de protection existants et en projet.

### **Synthèse et interprétation des données**

Une synthèse des données préalablement décrites sera faite au regard notamment :

- de l'état quantitatif et qualitatif des eaux souterraines,
- de la vulnérabilité des ressources souterraines,
- des dispositions du SDAGE dans le domaine de la ressource souterraine,
- des dispositions du SAGE (éventuellement) dans le domaine de la ressource souterraine.

#### ***2.2.3- Description de la ressource en eau superficielle***

Description des cours d'eau de chaque bassin :

- Régimes hydrologiques : débits d'étiages QMNA5, VCN3, VCN10, débits moyens, historique et analyse des ruptures d'écoulement et assecs, existence de "débits objectifs" : DOE, DCR.
- Qualité des eaux : état qualitatif des cours d'eau (se référer aux règles du bon état DCE)

Sources : états des lieux du SDAGE Rhône-Méditerranée, études volumes prélevables, données du réseau de stations hydrométriques, jaugeages ponctuels, SAGE,

### **Description des usages**

Inventaire, historique des consommations (cumulées) et carte de synthèse des points de prélèvement d'eau à usage domestique, industriel et agricole.

### **Synthèse et interprétation des données**

- Analyse des éléments de qualité pour la classification de l'état écologique des eaux de surface en application de l'arrêté du 25 janvier 2010 pris en application de l'art. R212-22 du CE (annexe 1 tableau1 de l'arrêté)),
- Analyse des éléments déclassant la qualité et des pressions identifiées s'exerçant sur les masses d'eau,
- Historique du franchissement des DOE, débit d'alerte, DCR, respect du DOE au sens du SDAGE,
- Dispositions du SDAGE et des SAGE dans le domaine des eaux superficielles,
- Interprétation des données et conclusions sur la vulnérabilité des ressources en eau superficielle.



#### **2.2.4- Description des milieux inféodés à l'eau**

##### **Inventaires et description des milieux :**

- Inventaire des milieux naturels reconnus : ZICO, ZNIEFF, site NATURA 2000, ZSC, ZPS, arrêté de biotope, réserves naturelles, ...
- Inventaire des plans d'eau et zones humides sur le secteur d'étude (prairie humide, marais...),
- Description des milieux aquatiques et inventaires faune/flore (présence d'espèces protégées),
- Étude des rôles de ces milieux sur les équilibres hydrobiologiques et hydraulique du secteur d'étude,
- Disposition du SDAGE et des SAGE applicables au projet.

##### **Synthèse et interprétation des données**

Rôles et intérêts des milieux aquatiques dans la gestion des ressources en eau et la préservation de la biodiversité.

Sources : Atlas des zones humides (Avenir), SDAGE, SRCE, SAGE, études volumes prélevables

#### **2.2.5- Description du fonctionnement du système**

Cette partie décrira les relations entre niveaux de nappe et débits des cours d'eau connectés.

Ce chapitre peut également apporter des éléments pour introduire l'analyse de l'incidence des prélèvements sur la ressource.

#### **2.2.6- Description des aspects socio-économiques**

Ce chapitre décrira les différents aspects socio-économiques (agriculture, économie, risques, tourisme et loisirs, nuisances et commodités du voisinage). Il développera plus particulièrement les aspects agricoles et tous les usages de l'eau.

##### **Nature des usages agricoles**

- Description des assolements et identification des cultures irriguées (type de culture et surface
- Prévisions des besoins en eau en fonction de la culture et de la pédologie (ratio m<sup>3</sup>/ha),
- Identification des «cultures spéciales» et de leurs besoins en eau (ex : maraîchage, pépinières, tabac, semences...),
- Répartitions saisonnières des besoins,
- description des prélèvements par bassin-versant

##### **Inventaire des autres usages**

Description des usages de l'eau autre qu'agricole et identification des conflits d'usage existants ou potentiels sur le territoire du PE avec :

- La production d'eau potable (volume, température, ...),
- L'utilisation par les industriels (volume, température, ...),
- L'hydroélectricité,

- Les loisirs (sport, tourisme...).

### **2.2.7- Description des aspects paysages et patrimoine**

Cette parti présentera notamment les sites classés et inscrits à proximité des points de prélèvement ainsi que tout autre élément patrimonial remarquable.

### **2.2.8- Synthèse globale**

Une synthèse globale sera réalisée sur l'état initial en mettant en avant les différents enjeux repérés sur le territoire et leur sensibilité vis-à-vis du projet de mise en place de l'OUGC.

## **2.3. POINT 3 : ANALYSE DES INCIDENCES**

---

### **R. 122-5**

*3° Une analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires (y compris pendant la phase des travaux) et permanents, à court, moyen et long terme, du projet sur l'environnement, en particulier sur les éléments énumérés au 2° et sur la consommation énergétique, la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses), l'hygiène, la santé, la sécurité, la salubrité publique, ainsi que l'addition et l'interaction de ces effets entre eux ;*

### **R. 214-6**

*Un document*

*a) Indiquant les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes, du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques ;*

*b) Comportant l'évaluation des incidences du projet sur un ou plusieurs sites Natura 2000, au regard des objectifs de conservation de ces sites. Le contenu de l'évaluation d'incidence Natura 2000 est défini à [l'article R. 414-23](#) et peut se limiter à la présentation et à l'exposé définis au I de l'article R. 414-23, dès lors que cette première analyse conclut à l'absence d'incidence significative sur tout site Natura 2000 ;*

### **Circulaire du 30 juin 2008 – art.10.3**

*« Le document d'incidences précise, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques, les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes des prélèvements projetés sur la ressource en eau et le milieu aquatique dans toutes leurs composantes (écoulement, y compris des eaux de ruissellement, niveau, quantité, qualité, diversité), ainsi que sur chacun des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, notamment sur le fonctionnement des écosystèmes aquatiques et des zones humides, sur l'alimentation en eau potable, et sur les autres activités humaines légalement exercées. »*

---

Tous les items suivants devront être traités pour répondre aux attendus de forme de l'étude d'impact. Ils seront traités par ordre décroissant d'importance. Certains, sans relation directe avec les prélèvements pourront être analysés rapidement.

L'impact des prélèvements est réalisé à un pas de temps pertinent et à des échelles spatiales adaptées : bassin-versant, sous-bassins versants si un affluent ou une zone à enjeu présente une problématique particulière identifiée ou s'il existe des influences fortes amont/aval.

Une attention particulière sera portée sur l'analyse des incidences sur les bassins versants de la Bourbre et de l'Isle Crémieu.

### **2.3.1- Incidences sur l'eau**

Cette partie devra être particulièrement étudiée et détaillée.

Les prélèvements sur l'ensemble du département de l'Isère font l'objet jusqu'à aujourd'hui d'une autorisation temporaire annuelle de prélèvements établie sur la base de documents d'incidence de 2000 mis à jour conformément à la réglementation. La demande d'autorisation devra préciser, bassin versant par bassin versant, les impacts de ces prélèvements et préciser leurs modalités de gestion : analyse débitmétrique et volumétrique, volume annuel, modulation en cours de campagne...

En se basant sur les éléments existants, le document d'incidences doit mettre en évidence:

- l'amélioration de l'équilibre quantitatif sur chacun des bassins-versants,
- l'impact cumulé des prélèvements sur le périmètre et les impacts de chacun des principaux prélèvements pris individuellement après avoir défini les conditions maximales de fonctionnement de chaque point, ou zone, de prélèvement afin d'éviter la concentration des prélèvements en quelques points, qui pourraient de ce fait avoir un impact non négligeable,
- les impacts par masse d'eau, aquifère ou autre unité de fonctionnement hydro(géo)logique cohérents,
- les impacts locaux liés au plan de répartition (assecs de sous-affluents, liens eaux souterraines/superficielles, milieux aquatiques / espèces sensibles ou protégées),
- les périodes sensibles pour le milieu et l'évolution temporelle des impacts (printemps et hiver / été, interne à l'étiage),
- les impacts sur les prélèvements liés aux activités humaines et en particulier eau potable et industrie.

Pour les secteurs les plus touchés par un déséquilibre quantitatif, l'organisme unique doit s'attacher à identifier les prélèvements à l'origine de ce déséquilibre, évaluer les conséquences pour le milieu pendant la période transitoire de retour à l'équilibre et prendre en compte les dispositions prises pour recouvrer cet équilibre quantitatif. Il justifie du calendrier fixé pour atteindre cet équilibre : contexte socio-économique, temps nécessaire à l'adaptation technique des exploitations,...

### **Incidences sur les cours d'eau**

Pour évaluer l'impact, il convient de se référer :

- aux débits moyens et débits d'étiage actuels des cours d'eau, en s'appuyant sur les données des dernières années
- à l'état actuel de la qualité des eaux issu du dernier état des lieux réalisé pour la mise à jour du SDAGE 2016-2021 et évaluer la contribution des prélèvements à la qualité de l'eau constatée.

L'étude doit de plus déterminer l'incidence des prélèvements sur la dynamique des cours d'eau notamment sur les régimes d'écoulement et le niveau des plans d'eau en fonction des variations saisonnières. Elle doit prendre en compte les aménagements existants pouvant influencer l'hydrologie ainsi que les débits réglementaires qui leur sont associés : présence de barrages de soutien d'étiage, canaux, ...

L'étude doit évaluer les conséquences sur le régime des cours d'eau, le respect des DOE à l'intérieur et en dehors du périmètre de gestion, sur un même bassin versant.

L'étude doit également évaluer l'incidence des prélèvements sur la qualité des eaux superficielles (diminution du phénomène de dilution) et le respect du « bon état » dans le cas le plus défavorable pour les milieux aquatiques c'est-à-dire en période d'étiage lorsque le milieu récepteur est soumis aux débits et flux maximum rejetables.

## **Incidences sur les nappes**

L'incidence éventuelle du volume prélevable global pour l'irrigation sur les eaux souterraines est étudiée en considérant les conditions maximales de prélèvement, (soit le volume prélevable global) mais qui peut être associé à différents scénarios suivant la répartition spatiale de l'intensité du prélèvement associé à chaque ouvrage.

L'étude doit évaluer les incidences sur le milieu et les autres usages ainsi que les risques de contamination des nappes en cas de pompages excessifs.

## **Relations nappe / rivières**

Dans le cas de connexions nappe/rivière connues ou si la problématique eaux souterraines est significative sur le bassin-versant, l'étude doit mesurer l'influence des prélèvements en nappe sur les plans d'eau, sur les eaux superficielles et/ou les zones humides, et inversement. Elle s'appuie pour cela sur les données et études existantes pour établir un bilan des flux souterrains et superficiels à un pas de temps pertinent afin de pouvoir comparer les différents termes du bilan entre eux, en particulier les prélèvements à la recharge des nappes.

Ce bilan est établi :

- dans l'hydrosystème global (masse d'eau souterraine et cours d'eau associés),
- dans chaque unité de fonctionnement hydrologique (bassin versant superficiel ou souterrain), si les données le permettent.

Sources : études volumes prélevables, données prélèvements DDT/AE, données débits doc d'incidence 2000

## **Incidences sur les zones humides**

Préciser les incidences ou l'absence d'incidence.

L'impact peut se traduire par une réduction de la superficie des zones humides liée à une réduction des émergences de la nappe (diminution du débit des sources ou baisse des niveaux), ...

## **Incidences sur les autres usages, AEP notamment**

Préciser les incidences le cas échéant, les volumes utilisés par les autres usagers sont estimés dans les documents d'incidences mis à jour dans le cadre de la procédure mandataire. Par exemple :

- L'incidence sur les captages AEP,
- L'incidence sur les usages industriels, piscicultures,
- L'influence du rabattement des nappes (exemple : sylviculture),
- L'incidence sur les loisirs (pêche, canoë, navigation, ...),
- L'incidence sur la salubrité (dilution des effluents de STEP et des rejets industriels).

Sources : documents incidences saison irrigation 2002 =>2014

### ***2.3.2- Incidences sur les espaces agricoles***

Préciser les incidences ou l'absence d'incidence.

### ***2.3.3- Incidences sur la faune et la flore, les habitats naturels, les espaces naturels***

Préciser les incidences ou l'absence d'incidence significative.

L'étude doit préciser si les prélèvements risquent d'entraîner l'atteinte significative sur la faune, la flore et leurs habitats ainsi que sur les équilibres écologiques. Une attention particulière sera portée aux territoires sensibles (cours d'eau très bon état, réservoirs biologiques, zones de frayères, cours d'eau en 1ère catégorie, ....).

**2.3.4- Incidences sur la population, les sites et paysages, les biens matériels, les continuités écologiques telles que définies par l'article L. 371-1, les équilibres biologiques, les facteurs climatiques, le patrimoine culturel et archéologique, le sol, l'air, le bruit, ainsi que les interrelations entre ces éléments**

Préciser les incidences ou l'absence d'incidence.

**2.3.5- Incidences sur la consommation énergétique, la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses), l'hygiène, la santé, la sécurité, la salubrité publique, ainsi que l'addition et l'interaction de ces effets entre eux.**

Préciser les incidences ou l'absence d'incidence.

**2.3.6- Synthèse**

Une synthèse sera réalisée sous forme de cartes et tableaux mettant en évidence les résultats obtenus dans cette phase de l'étude.

**2.3.7- Évaluation des incidences au titre de Natura 2000**

Le contenu de l'évaluation d'incidence Natura 2000 est défini à [l'article R. 414-23](#) et peut se limiter à la présentation et à l'exposé définis au I de l'article R. 414-23, dès lors que cette première analyse conclut à l'absence d'incidence significative sur tout site Natura 2000<sup>3</sup>.

L'évaluation des incidences complète mais ne remplace pas le volet milieux naturels de l'étude d'impact. Elle est uniquement centrée sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire qui ont conduit à la désignation des sites.

Source : DOCOB, cahier d'habitats, site du ministère sur Natura 2000

**2.4. POINT 4 : ANALYSE DES EFFETS CUMULES**

---

<sup>3</sup> Article R414-23 : Le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 est établi, s'il s'agit d'un document de planification, par la personne publique responsable de son élaboration, s'il s'agit d'un programme, d'un projet ou d'une intervention, par le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire, enfin, s'il s'agit d'une manifestation, par l'organisateur.

Cette évaluation est proportionnée à l'importance du document ou de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.

I.-Le dossier comprend dans tous les cas :

1° Une présentation simplifiée du document de planification, ou une description du programme, du projet, de la manifestation ou de l'intervention, accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ;

2° Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification, le programme, le projet, la manifestation ou l'intervention est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ; dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du document de planification, ou du programme, projet, manifestation ou intervention, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation.

---

**R. 122-5**

4° Une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus. Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :

- ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article [R. 214-6](#) et d'une enquête publique ;
- ont fait l'objet d'une étude d'impact au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté au titre des articles R. 214-6 à R. 214-31 mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage ;

---

Il s'agit là de repérer les projets en cours non encore aboutis au moment de la réalisation de l'étude d'impact.

Il s'agit aussi de justifier que seuls certains IOTA<sup>4</sup> (notamment 1120, 1210, 3250, 3260) nécessitent une expertise au titre des effets cumulés. Cela concerne donc notamment les ICPE avec prélèvements, les captages AEP et les prélèvements agricoles.

Il conviendra pour ce faire de demander la liste des projets IOTA à la DDT38 en fin d'étude d'évaluation des incidences.

## **2.5. POINT 5 : CHOIX DU SCENARIO FINAL**

---

**R. 122-5**

5° Une esquisse des principales solutions de substitution examinées par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage et les raisons pour lesquelles, eu égard aux effets sur l'environnement ou la santé humaine, le projet présenté a été retenu ;

---

Sur les secteurs où l'impact n'est pas négligeable, l'analyse des scénarios alternatifs devra être faite et le choix d'un scénario final devra être justifié.

Les choix effectués pour l'élaboration du plan de répartition doivent être explicités dans le cadre de la réponse à ce point.

## **2.6. POINT 6 : COMPATIBILITE AVEC LES SCHEMAS**

---

**R. 122-5**

6° Les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec l'affectation des sols définie par le document d'urbanisme opposable, ainsi que, si nécessaire, son articulation avec les plans, schémas et programmes mentionnés à l'article [R. 122-17](#), et la prise en compte du schéma régional de cohérence écologique dans les cas mentionnés à l'article [L. 371-3](#) ;

**R 214-6**

c) Justifiant, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionné à l'article [L. 566-7](#) et de sa contribution à la réalisation des objectifs visés à l'article [L. 211-1](#) ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par [l'article D. 211-10](#).

---

---

<sup>4</sup> IOTA : Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements soumis à autorisation ou à déclaration par la législation sur l'eau

**Lister tous les schémas du R.122-7** (53 plans et schémas au total) et justifier l'absence ou pas de liens avec le projet. Pour certains schémas, l'objet ne concerne pas l'eau.

Indiquer la compatibilité avec les PLU/SCOT. Le projet portant sur des prélèvements agricoles ne modifie pas l'affectation des sols, il est donc compatible avec les documents d'urbanisme.

La liste des documents d'urbanisme applicables sur le périmètre de gestion de l'organisme unique peut être annexée (informations disponibles auprès des services urbanisme DDT/DREAL).

Un focus particulier doit être fait avec le SDAGE, les SAGE du département (Drac Romanche, Bourbre, Drac Amont) : justifier de la contribution à la gestion équilibrée et durable de l'eau.

## **2.7. POINT 7 : EVITER REDUIRE COMPENSER**

---

### **R. 122-5**

*7° Les mesures prévues par le pétitionnaire ou le maître de l'ouvrage pour :*

*-éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;*

*-compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité.*

*La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments visés au 3° ainsi que d'une présentation des principales modalités de suivi de ces mesures et du suivi de leurs effets sur les éléments visés au 3° ;*

### **R 214-6**

*d) Précisant s'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées.*

*Mesures prises pour éviter et réduire les incidences*

---

Les mesures prises pour limiter les incidences seront précisées et développées, par exemple le recours à :

- des technologies et procédés économes en eau, respectueux de l'environnement ;
- la modulation du volume prélevable en début de campagne ;
- la mise en œuvre de mesures de substitution ;
- des mesures d'accompagnement ;
- les dispositions prises en cours de campagne.

Cette partie doit être largement illustrée.

Les modalités de suivi de ces mesures et le coût de leur mise en œuvre devront être précisées.

## **2.8. POINT 8 : PRESENTATION DES METHODES**

---

### **R. 122-5**

*8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir l'état initial visé au 2° et évaluer les effets du projet sur l'environnement et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;*

---

Rappeler les travaux et études conduits dans le cadre des différents contrats/SAGE et autres.

## **2.9. POINT 9 : DIFFICULTES, NOM ET QUALITE DES AUTEURS, RESUME, ELEMENTS AUTRES**

---

### **R. 122-5**

9° Une description des difficultés éventuelles, de nature technique ou scientifique, rencontrées par le maître d'ouvrage pour réaliser cette étude ;

### **R. 122-5**

10° Les noms et qualités précises et complètes du ou des auteurs de l'étude d'impact et des études qui ont contribué à sa réalisation ;

### **R. 122-5**

IV.- Afin de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude, celle-ci est précédée d'un résumé non technique des informations visées aux II et III. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant.

---

Un résumé non technique, exhaustif et pédagogique, est attendu de manière à être compris par un lecteur non averti. Il doit reprendre tous les volets de l'étude et se suffire à lui-même pour comprendre le projet et son impact.

### **R 214-6**

6° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3° et 4°.

---

Représentation cartographique à des échelles adaptées avec l'implantation des prélèvements concernés par la demande d'autorisation.

## **3. Premier plan de répartition**

Le premier plan de répartition s'appuiera sur l'appel à besoin conduit conformément au R. 214-31-1 et sur la base de données prélèvements que l'OUGC aura consolidé.

Les modalités de répartition entre irrigants seront explicitées et justifiées bassin versant par bassin versant. Elles s'appuieront à la fois sur l'analyse débitmétrique et sur les volumes définis dans le cadre de la concertation pour les secteurs concernés par des études volumes prélevables et sur les règles de répartition définies dans le cadre du comité technique de l'OUGC. Ces règles seront détaillées sur les territoires hors EVP.

La critique de la méthodologie des déterminations des volumes prélevables pourra être intégrée au cahier des charges de l'étude.

Le traitement des prélèvements individuels et collectifs devra être explicité ainsi que la gestion des prélèvements lors des épisodes de restriction ou de suspension des usages de l'eau conformément au R.211-112.

L'organisation des tours d'eau devra être décrite.



#### **4. Avis de l'autorité environnementale**

---

##### **R 214-6**

*Lorsqu'une étude d'impact est exigée en application des articles [R. 122-2](#) et [R. 122-3](#), elle est jointe à ce document, qu'elle remplace si elle contient les informations demandées, et est accompagnée de l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement ;*

##### **R 122.6**

*III.-Dans les cas ne relevant pas du I ou du II, l'autorité administrative de l'Etat **compétente en matière d'environnement mentionnée à l'article L. 122-1 est le préfet de la région** sur le territoire de laquelle le projet de travaux, d'ouvrage ou d'aménagement doit être réalisé. Lorsque le projet est situé sur plusieurs régions ou lorsqu'il appartient à un programme de travaux au sens du II de l'article L. 122-1 situé sur plusieurs régions et ne relevant pas du I ou du II ci-dessus, la décision d'examen au cas par cas en application de l'article [R. 122-3](#) ou l'avis sont rendus conjointement par les préfets de région concernés.*

##### **R 122.7**

*II.-L'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, lorsqu'elle tient sa compétence du I ou du II de l'article R. 122-6, se prononce dans les trois mois suivant la date de réception du dossier mentionné au premier alinéa du I et, **dans les autres cas, dans les deux mois suivant cette réception**. L'avis, dès sa signature, ou l'information relative à l'absence d'observations émises dans le délai, est mis en ligne sur son site internet et sur le site internet de l'autorité chargée de le recueillir lorsque cette dernière dispose d'un tel site.*

---

Le dossier complet est transmis par l'autorité compétente pour prendre la décision (préfet de département), à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement (préfet de région) qui sur la base du dossier dispose de deux mois pour émettre un avis.

#### **5. Procédure Unique**

Le décret n°2014-751 du 1er juillet 2014 d'application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement prévoit une expérimentation sur 3 ans pour les régions Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon.

Ce décret précise que pour les dossiers soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau, une procédure unique intégrée est mise en œuvre, conduisant à une décision unique du préfet de département, et regroupant l'ensemble des décisions de l'État relevant :

- du code de l'environnement : autorisation au titre de la loi sur l'eau, au titre des législations des réserves naturelles nationales et des sites classés et dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés,
- du code forestier : autorisation de défrichement.

Le dossier d'autorisation devra contenir le cas échéant les informations nécessaires à l'instruction des volets autres que la loi sur l'eau.

## **10. Autorisation globale**

### *10.1. Procédure*

La procédure d'autorisation globale est celle de droit commun. Les services de police de l'eau se référeront au guide d'instruction des dossiers d'autorisations au titre de la loi sur l'eau.

### *10.2. Autorité compétente pour l'instruction du dossier de demande d'autorisation*

Le dossier est instruit par le préfet du lieu d'implantation des ouvrages de prélèvements. Si les prélèvements sont réalisés sur le territoire de plusieurs départements, la demande d'autorisation doit être adressée à chacun des préfets concernés, à charge pour le préfet du département concerné par la plus grande superficie du périmètre de gestion collective de coordonner la procédure.

### *10.3. Contenu de la demande d'autorisation*

La composition du dossier est fixée à l'article R. 214-6 du code de l'environnement.

Un point fondamental de l'autorisation est de préciser qu'elle ne concerne que le seul acte de prélèvement et non l'existence de l'ouvrage de prélèvement (rubrique 1.1.1.0 pour les nappes).

Le dossier comprend notamment un document d'incidences qui précise, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques, les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes des prélèvements projetés sur la ressource en eau et le milieu aquatique dans toutes leurs composantes (écoulement, y compris des eaux de ruissellement, niveau, quantité, qualité, diversité), ainsi que sur chacun des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, notamment sur le fonctionnement des écosystèmes aquatiques et des zones humides, sur l'alimentation en eau potable et sur les autres activités humaines légalement exercées.

Le document doit étudier l'ensemble des incidences des prélèvements lorsque cela paraît nécessaire : par exemple l'incidence des captages d'irrigation en cas de proximité avec des captages AEP, influence du rabattement de nappes sur les forêts, etc.

Il doit prendre en compte, non seulement l'opération soumise à autorisation, mais aussi les autres installations connexes, et indiquer les mesures compensatoires envisagées. En outre, il doit étudier la compatibilité des prélèvements avec le SDAGE et/ou le SAGE, s'il existe, et avec les objectifs de qualité des eaux, la compatibilité avec les priorités d'usage instituées par le code de l'environnement et les impacts prévisibles du changement climatique.

Le document d'incidences devra préciser l'impact cumulé des prélèvements en eau sur le périmètre et les impacts de chacun des prélèvements pris individuellement après avoir défini les conditions maximales de fonctionnement de chaque point, ou zone, de prélèvement afin d'éviter la concentration des prélèvements en quelques points, qui pourraient de ce fait avoir un impact non négligeable.

Le document d'incidences doit s'attacher à définir :

1. L'origine des incidences directes et indirectes, chroniques, épisodiques ou accidentelles, notamment :

- la nature des activités ;
- les modalités d'exercice de l'activité, conditions de fonctionnement ;
- la nature, origine, volume des eaux concernées ;
- eaux susceptibles d'être influencées.

2. Les impacts :

Sur l'eau :

- le milieu aquatique : hydrobiologie, écosystèmes, zones humides ;
- la ressource en eau : quantité et valeur économique ;
- le niveau : rivières, plans d'eau, nappes ;
- la qualité des eaux superficielles, souterraines, de ruissellement.

Liés aux activités humaines :

- énumérées à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;
- autres en fonction des conditions locales.

3. Les mesures pour limiter les incidences, notamment :
  - les technologies et procédés économes en eau, respectueux de l'environnement ;
  - la modulation dans le temps ;
  - la connaissance et maîtrise des eaux prélevées ;
  - les mesures d'accompagnement ;
  - les mesures compensatoires.
4. La compatibilité avec :
  - le SDAGE et le SAGE (et la conformité avec son règlement).
  - l'objectif de qualité écologique issu de la directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.
5. L'évaluation des incidences sur le site Natura 2000 le cas échéant.

Pour la réalisation de ce document d'incidence, l'organisme unique intégrera les conclusions des études d'évaluation des volumes prélevables.

Le dossier soumis à l'enquête publique doit prévoir également un premier projet de répartition devant servir à illustrer les modalités de répartition de l'autorisation de prélèvement par l'organisme unique.

#### *10.4. Enquête publique*

Pour des mesures de simplification administrative, la mise à disposition du public du dossier et du registre d'enquête publique se limite à la préfecture, chacune des sous-préfectures comprises dans le périmètre de l'organisme unique de gestion collective ainsi que la mairie de la commune où est situé le siège de l'organisme unique.

#### *10.5. Structuration de l'autorisation*

L'autorisation se déclinera en volumes et débits, en condition d'utilisation de certains ouvrages (débits et volumes maximums par exemple), par ouvrage, et en volume sur le périmètre, par section du périmètre, par ressource en eau et par périodes de l'année.

Les prescriptions doivent être précises, adaptées, contrôlables et non sujettes à interprétation. Pour mémoire, une prescription incontrôlable ne présente aucun intérêt.

L'autorisation fixe, en particulier :

- les conditions d'exploitation des ouvrages si nécessaire (dont les débits et les volumes maximums) ;
- les conditions d'exercice de l'activité, selon les sous-bassins, la période de l'année, etc. ;
- les moyens d'autosurveillance, y compris sur le milieu ;
- les moyens d'intervention en cas d'accident.

L'article R. 214-31-2 du code de l'environnement a prévu explicitement une limitation de la durée de l'autorisation à quinze ans. Plus la connaissance du milieu est précise, plus il est possible de prévoir des durées d'autorisation longues (jusqu'à la durée maximale de quinze ans). Mais si la connaissance est partielle, alors la durée de l'autorisation devra être plus courte, ce qui implique une réactualisation des données, notamment quant au volume prélevable et aux conditions de prélèvement associées.

Une même structure peut être organisme unique sur plusieurs périmètres élémentaires sans pour autant pouvoir mutualiser les capacités de prélèvement entre les différents périmètres. Il pourra y avoir une autorisation globale par périmètre ou une seule autorisation, couvrant tous les périmètres élémentaires de l'organisme unique, à la condition que les prescriptions soient bien distinguées selon les périmètres de gestion collective.

Pour les ressources en eau dont l'évolution durant la campagne d'irrigation peut être raisonnablement évaluée au printemps au regard des conditions climatiques hivernales (nappe d'eau souterraine fortement capacitive et rivières réalimentées), le volume prélevable annuel peut être affiné pour tenir compte du niveau de la ressource.

Pour cela, l'autorisation de prélèvement prévoit et définit un indicateur ainsi que les différents volumes prélevables en fonction du niveau observé de l'indicateur et fixe la date à laquelle est constaté le niveau de l'indicateur. Le préfet constate ce niveau à l'occasion de l'homologation de la répartition annuelle. Le choix de l'indicateur est tel qu'il permet de respecter l'objectif général de respect des débits ou piézométries objectifs d'étiage huit années sur dix.